

Les agents de la SQ quittent le poste d'Alma

ALMA (D.G.)— Les policiers de la Sûreté du Québec du poste d'Alma ont décidé d'employer les grands moyens pour forcer leurs patrons à construire à Alma un nouvel édifice qui respecte les normes de sécurité et d'hygiène.

En effet, depuis hier matin, la clé est sur la porte de l'édifice de la SQ d'Alma et les policiers n'ont pas du tout l'intention d'y remettre les pieds.

postes qui répond aux normes de sécurité», a expliqué hier matin à Alma Jocelyn Turcotte, président de l'Association des policiers du Québec.

sont localisés à Isle-Maligne depuis 1973. Des démarches en vue de la construction d'un nouvel édifice ont été entamées il y a huit ans mais rien n'a bougé. Le nombre de personnes

Les agents de la SQ

travaillant dans cet édifice est passé de 20 à 40 ans.

Il est évident que les locaux sont devenus trop petits et exigus. «Un édifice de trois étages du genre doit respecter des normes de sécurité et d'hygiène. On cohabite avec des souris. Il n'est plus question de tolérer cette situation», enchaîne le président de l'Association.

Le CSST a déjà condamné le sous-sol. Les policiers considèrent de plus que les rénovations que veut effectuer la Société immobilière du Québec, propriétaire de l'édifice, sont tout à fait ridicules.

«On aura plus de cellules avec les rénovations proposées, pas plus que de salles adéquates pour les interrogations, la conservation de preuves et la confidentialité», poursuit Jocelyn Turcotte.

Les policiers semblent bien décidés à obtenir gain de cause et n'ont pas l'intention de broncher d'ici là.

Cependant, ils poursuivent normalement leur travail et continuent de couvrir le territoire. La seule différence, c'est

que toutes les opérations sont centrées à Chicoutimi. De fait, tous les matins, les policiers se rendront au poste de Chicoutimi pour y recevoir leurs affectations.

Les policiers n'acceptent pas du tout les travaux de rénovations qui ont été proposés. «On parlait de travaux de 100 000 \$ et on est rendu maintenant à 15 000 \$», indique M. Turcotte.

Après de nombreux avertissements donnés à la SQ, les policiers du poste d'Alma en avaient ras le bol et ont passé aux actes. On a bien pris soin hier de spécifier qu'il ne s'agissait pas d'un moyen de pression mais d'une demande légitime et légale.

«On est rendu à la limite de la tolérance. Des postes de police, il s'en construit ailleurs en province. À Alma, on nous a dit que cette construction ne se ferait pas avant 1992. Ce délai est trop long», laisse entendre le président de l'Association des policiers.

Parce que personne ne veut prendre ses responsabilités, les policiers ont donc mis la clé sur la porte au poste d'Isle-Maligne. Tant qu'ils

n'auront pas obtenu gain de cause, ils ne remettront plus les pieds dans ces locaux.

Dans ce dossier, les policiers déplorent que la SQ ne prenne pas ses responsabilités et se demandent aussi à quel jeu joue la CSST.

Déjà très à l'étroit le

nombre de policiers sera grimpé très bientôt à 50 avec un contrôle plus serré du transport routier.

Jocelyn Turcotte mentionne que c'est un montant de 800 000 \$ à 1 \$ million qu'il faudra investir pour un édifice neuf de la SQ à Alma.



Depuis hier matin, la clé est sur la porte au poste de la SQ à Isle-Maligne.



Les policiers ont fait leurs valises hier matin pour rejoindre le quartier général à Chicoutimi.



FERME — Depuis hier, 11h, c'est cette affiche qui accueille ceux qui désirent contacter les policiers de la Sûreté du Québec poste d'Alma. A gauche, on voit l'agent Pierre Brisson qui met «la clé sur la porte» et à droite, Jocelyn Turcotte, président de l'Association des policiers provinciaux du Québec.

(Photo Steeve Tremblay)



PARTIS — Les policiers d'Alma de la Sûreté du Québec ont quitté définitivement leurs locaux, hier. Ils ont déménagé à Chicoutimi, en attendant d'être relocalisés.

(Photo Steeve Tremblay)

Poste de la Sûreté du Québec

Les policiers évacuent les lieux à Alma

ALMA (NB) — Le poste d'Alma de la Sûreté du Québec est fermé définitivement.

Las des délais encourus pour la construction d'une nouvelle centrale policière apte à les recevoir, les policiers d'Alma sont partis, hier matin, avec armes et bagages en direction de Chicoutimi.

n'y a pas de place pour tout le monde, encore moins pour les journalistes.

La visite de la salle des douches et des vestiaires fut assez éloquente. Située au sous-sol, elle n'est accessible que par un petit escalier qui en ferait une véritable trappe à rat, en cas d'incendie.

Parlant de rats les lieux sont égayés, ici et là, par de

nombreux petits trous qui donnent un bon indice sur la nature des co-locataires des policiers.

Pour en revenir à la douche, la consigne est de ne pas actionner la chasse d'eau de la toilette située à l'étage au-dessus car à ce moment, un petit filet d'eau s'échappe sur celui qui est en train de se

laver...

Après une visite, en janvier dernier, la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) a ordonné que l'on condamne tout simplement le sous-sol et qu'on déménage les vestiaires et les douches, ainsi que la salle des exhibits, au rez-de-chaussé.

«Mais ça ne fera que dépla-

cer le problème car nous manquons déjà de place», rétorque Jocelyn Turcotte. Puis, démonstration à l'appui, le président de l'APPQ affirme que la conception de l'aménagement intérieur du poste amène de sérieux problèmes de confidentialité quand des suspects ou des plaignants sont amenés au poste pour interrogatoire.

Les policiers exercent leurs droits



Normand Boivin

Dorénavant, et ce jusqu'à ce que la Société immobilière du Québec (qui gère les édifices gouvernementaux) leur donne une réponse acceptable quant aux délais de construction d'un nouvel édifice ainsi que le lieu de leur relocalisation temporaire en attendant la fin des travaux, le quartier général de la SQ d'Alma sera à Chicoutimi.

«Il n'est pas question que nos membres remettent les pieds ici», a tranché le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ), Jocelyn Turcotte, avant de fermer boutique.

D'ailleurs, juste avant que les policiers ne mettent la clé sur la porte, les journalistes présents ont été invités à visiter les lieux pour constater, par eux-même, l'insalubrité des conditions de travail des policiers provinciaux d'Alma.

Vermine

Au cours de cette visite, Jocelyn Turcotte et le représentant syndical du poste d'Alma, l'agent Pierre Brisson, ont énuméré de nombreux exemples du non respect des normes en matière d'édifice public, comme des espaces et des escaliers inadéquats. Mais ce sont surtout les conditions de vie des policiers qui ont motivé le geste posé hier.

Par exemple, la conférence de presse a été donnée dans le local réservé aux patrouilleurs lors des changements de quarts: une salle exigüe où il

ALMA (NB) — Les policiers de la Sûreté du Québec d'Alma se défendent bien d'être en moyens de pression. «Nous ne faisons qu'exercer nos droits. Nous sommes à la limite de la tolérance et nos membres demandent d'être traités comme ceux de Hâvre-Saint-Pierre, Forestville, Coatikook, Richmond, etc... qui viennent d'avoir de nouveaux locaux», explique Jocelyn Turcotte.

Celui-ci se dit très déçu de l'attitude de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) et de la Société immobilière du Québec (SIQ), qui retardent indûment les

échanciers pour la construction du nouveau poste de police.

«Depuis sa visite en janvier, la CSST a accordé trois délais à la SIC pour apporter des correctifs à la situation. Le dernier est d'ailleurs expiré depuis le 24 mai, reprend Jocelyn Turcotte. Dans ce dossier, la CSST se fait le complice de l'employeur.»

Selon le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, la Société immobilière du Québec avait prévu dépenser 100 000 \$ pour améliorer le poste d'Alma. Les budgets ont été réduits à 15 000 \$. «On veut faire

du patchage, plaide M. Turcotte. Ce sera pire qu'avant.»

Trop attendu

Les policiers de la Sûreté du Québec à Alma ont aménagé dans ces locaux en 1973 et il y a huit ans, ils commençaient les démarches pour s'en faire construire un nouveau.

«A cette époque, on avait une vingtaine de policiers et maintenant ils sont 35 ou 40. Loin de s'améliorer, les choses se sont gâtées. La Société immobilière du Québec nous a parlé d'un nouveau poste pour 1992. C'est beau-

coup trop loin. Ce sont des délais inacceptables. Nous sommes prêts à leur accorder quelques mois, c'est compréhensible. Mais pas deux ans. Et en attendant, nous voulons être relocalisés.»

Selon Jocelyn Turcotte, les services à la population du territoire desservi par le poste d'Alma ne souffriront pas de la situation. La seule différence, c'est que les policiers iront à Chicoutimi pour prendre leur quart de travail.

«Seuls les opérations de la Sûreté elle-même seront compliquées. La population ne s'en ressentira pas», a conclu Jocelyn Turcotte.



EXIGUS — En plus de locaux exigus, les policiers d'Alma doivent endurer la présence de vermine et de douches insalubres. (Photo Steeve Tremblay)



TROP PETITE — La salle des patrouilleurs est trop petite pour recevoir la quinzaine de policiers qui s'y retrouvent à chaque changement de quart. (Photo Steeve Tremblay)

n'y a pas de place pour tout le monde, encore moins pour les journalistes.

La visite de la salle des douches et des vestiaires fut assez éloquente. Située au sous-sol, elle n'est accessible que par un petit escalier qui en ferait une véritable trappe à rat, en cas d'incendie.

Parlant de rats les lieux sont égayés, ici et là, par de

nombreux petits trous qui donnent un bon indice sur la nature des co-locataires des policiers.

Pour en revenir à la douche, la consigne est de ne pas actionner la chasse d'eau de la toilette située à l'étage au-dessus car à ce moment, un petit filet d'eau s'échappe sur celui qui est en train de se

laver...

Après une visite, en janvier dernier, la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) a ordonné que l'on condamne tout simplement le sous-sol et qu'on déménage les vestiaires et les douches, ainsi que la salle des exhibits, au rez-de-chaussé.

«Mais ça ne fera que dépla-

cer le problème car nous manquons déjà de place», rétorque Jocelyn Turcotte. Puis, démonstration à l'appui, le président de l'APPQ affirme que la conception de l'aménagement intérieur du poste amène de sérieux problèmes de confidentialité quand des suspects ou des plaignants sont amenés au poste pour interrogatoire.